

**PROJET DE DECRET PORTANT CREATION
DU CONSEIL DU TOURISME**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Vu, la constitution,

Vu, le décret 94 – 607 du 04 novembre 1994 portant organisation du Ministère du Tourisme et des Transports Aériens ;

Vu, le décret 2002 – 1100 du 04 novembre 2002 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu, le décret 2002 – 1101 du 06 novembre 2002 portant nomination des ministres, modifié ;

Vu, le décret 2002 – 1102 du 08 novembre 2002 portant répartition des services de l'Etat et du contrôle des établissements publics, des sociétés nationales et des sociétés à participation publique entre la Présidence de la République, la Primature et les autres ministères, modifié ;

Vu, la Charte sénégalaise du tourisme

Le conseil d'état entendu en sa séance du -----

Sur le rapport du Ministre du Tourisme

DECRETE :

Article premier : Il est créé un Conseil du Tourisme, organe consultatif domicilié au Ministère du Tourisme dont la composition, les modalités de fonctionnement et les attributions sont fixées par le présent décret.

Article 2 : Pour toute question intéressant le secteur touristique, le Conseil National donne à l'approbation du Ministre chargé du Tourisme des avis et recommandations.

Article 3: Le Conseil du Tourisme est chargé notamment de :

- Servir de cadre de concertation, de réflexion et d'échanges entre les différents partenaires sur toutes questions portant, entre autres, sur la sécurité, l'assainissement en milieu professionnel, la sensibilisation de tous les acteurs et la promotion de la Destination Sénégal ;
- Faire des recommandations relatives aux programmes de recherche et d'activités établis par l'une ou l'autre partie signataire.

En outre, dans l'exercice de ses attributions le Conseil du Tourisme peut saisir les entreprises touristiques pour :

- Lui faciliter la collecte de toutes informations utiles ;
- Mettre en œuvre les mesures de sécurité, d'assainissement, de sensibilisation et de promotion prises à l'issue des missions de contrôle et d'inspection ;
- Apporter leur appui aux services publics et aux autres entreprises en situation d'urgence ;
- Transmettre au secrétariat du Conseil toutes informations portant, notamment sur :
 1. l'application des dispositions législatives et réglementaires en matière de sécurité et d'assainissement ;
 2. le suivi des missions d'inspection ;
 3. les statistiques et causes d'accidents en milieu professionnel.

Article 4 : Le Ministre du Tourisme peut, en outre, saisir le Conseil du Tourisme de toute question qu'il juge utile.

Article 5 : Le Conseil du Tourisme est composé comme suit :

Six membres pour le secteur privé répartis entre

- Quatre (04) membres désignés parmi les syndicats professionnels du secteur ;
- Deux (02) membres désignés parmi les syndicats d'initiative de tourisme ;

Neuf membres pour le secteur public répartis entre

- Un représentant de la Primature ;
- Deux membres désignés par le Ministre chargé du Tourisme ;
- Un représentant du Ministère de l'Intérieur ;

- Un représentant du Ministère des Forces Armées ;
- Un représentant du Ministère de l'Environnement et de la Protection de la Nature ;
- Un représentant du Ministère des Finances ;
- Un représentant du Ministère de la Santé, de l'Hygiène Publique et de la Prévention ;
- Un représentant du Ministère de l'Equipeement et des Transports.

Article 6: Le Conseil du Tourisme peut s'adjoindre de toute compétence nécessaire notamment :

- Le Ministère chargé des Collectivités Locales ;
- Le Ministère chargé de l'Industrie et de l'Artisanat ;
- Le Ministère chargé des PME et du Commerce ;
- Le Ministère chargé de la Culture et de la Communication ;
- Le Ministère chargé de l'Habitat ;
- Le Ministère chargé de la Fonction Publique, du Travail, de l'Emploi et des Organisations Professionnelles ;
- Le Ministère chargé de la formation Professionnelle Publique et Privée.

Article 7: Le Conseil du Tourisme est présidé alternativement par un représentant du Ministère du Tourisme et un représentant du secteur privé, pour un mandat d'an.

Les fonctions de secrétariat son assurées le Ministère du Tourisme et le secrétaire est désigné en son sein.

Le secrétaire coordonne les activités du Conseil, convoque les réunions sur proposition du président et en dresse les procès verbaux.

Article 8: Le Conseil du Tourisme se réunit obligatoirement au moins deux fois par an. Il peut aussi se réunir sur convocation de son président ou à la demande de la majorité de ses membres.

Le Conseil définira en son sein les modalités relatives à la validité de ses délibérations et au quorum pour statuer.

Article 9: Le Ministre du Tourisme peut, en outre, saisir le Conseil du Tourisme de toute question qu'il juge utile.

Article 10 Le Ministre du Tourisme est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel.

Fait à Dakar le :

Par le Président de la République

Abdoulaye WADE

Le Premier Ministre
Idrissa SECK